

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005
HUITIÈME ANNÉE N° 866 DU 2 SEPTEMBRE 2013

1801/2013 : 212^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

Le 140^e numéro de l'année 2013

Nombre de pages : 32 pages

Distribué à 15.100 personnes

LA CITATION DE LA SEMAINE

«Un imbécile qui marche ira toujours plus loin que deux intellectuels assis».

Proverbe chinois

PROTÉGER LA SYRIE

DES ATTAQUES

DE L'OCCIDENT

ANNÉE 2013

ANNÉE

SÉNÉGAL

SOMMAIRE

AFFAIRES NATIONALES page 5

AFFAIRES MONDIALES page 13

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 25

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 28

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 31

LA NATION

PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :

22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

SUIVEZ NOUS SUR LE WEB ET LES RESEAUX SOCIAUX .

Pour suivre la préparation de la loi des finances 2014 applicable en Guadeloupe.

CRÉDITS DE PAIEMENT DÉPENSES PUBLIQUES ÉTAT

PLF 2013 :

2 250 882 765€

CRÉDITS DE PAIEMENT MISSION OUTRE-MER

PLF 2013

377 476 023€

BONJOUR LECTRICES ET LECTEURS

Nos vacances sont terminées . Mais elles ne furent pas complètes car le monde brutalement a accéléré avec l'imbroglie égyptien et la crise syrienne . Il fallait donc rester attentif. Notre monde continue de changer et il est à la recherche d'un point d'équilibre solide . Nous reviendrons sur l'ensemble de ces questions fondamentales dont les solutions vont conditionner la vie de chacun d'entre nous .

À LA UNE

DIPLOMATIE ET DOUBLE LANGAGE

À partir de quel moment réalisme politique et prudence diplomatique se transforment-ils en un renoncement injustifiable aux valeurs morales ? Seuls quelques responsables de politique étrangère se posent cette question, et ils sont alors souvent confrontés à des choix inconfortables. Négocier un accord de paix peut signifier accorder l'amnistie à des criminels. S'accommoder de la tyrannie peut parfois épargner davantage de vie qu'embrasser l'anarchie. Il arrive que stabiliser une situation volatile suppose de faire silence sur des comportements condamnables. Prendre la bonne décision est plus difficile dans le monde réel que palabrer dans une classe de philosophie.

Mais à trop s'affranchir des principes moraux, les conséquences peuvent être potentiellement dévastatrices. Le maintien au moins jusqu'à présent de l'aide militaire américaine à l'Égypte après le massacre par le régime de centaines de partisans des Frères musulmans dans les rues et dans les prisons en est un exemple récent. Le bilan du gouvernement de l'ex-président Morsi est catastrophique – il s'est révélé fondamentalement idéologique, économiquement analphabète et constitutionnellement irresponsable. Il a profondément polarisé une société qui avait besoin avant tout d'être rassemblée. Si l'armée avait conservé son sang-froid et n'était pas intervenue, Morsi aurait probablement été balayé lors de la prochaine élection. Si les Frères

musulmans avaient refusé qu'elles se tiennent ou par la suite n'avaient pas reconnu leur défaite, une action plus dure aurait alors pu être envisagée. Tel qu'il a été, le coup d'État de l'armée est indéfendable, et le massacre de manifestants sans armes pour la plupart est inadmissible. Le maintien de leur aide militaire à hauteur de 1,3 milliard de dollars par an ne donne aux USA aucun moyen de pression sur l'Égypte. Ce fut peut-être le cas dans le passé, mais cette somme n'est pas grand-chose par rapport aux 12 milliards de dollars d'aide économique d'urgence que l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis ont accordée récemment aux généraux. Il est vrai que le régime égyptien n'apprécierait pas la suppression de cette aide, et il en serait de même de la plupart des civils opposés aux Frères musulmans. Mais leur réaction serait moins lourde de conséquences quant à la crédibilité des USA au Moyen-Orient et dans le reste du monde que le fait de maintenir cette aide. Si les dirigeants politiques qui s'affranchissent de la loi comme on l'a vu en Égypte ne s'exposent qu'à des conséquences rhétoriques, le message tacite selon lequel un régime peut réprimer à sa guise s'il choisit la « bonne cible » résonnera à Bahreïn, au Yémen et en Arabie saoudite. Les USA risquent de renforcer l'impression qu'ils pratiquent le double langage. Pour un pays qui veut que son leadership sur la scène internationale dépend autant de son rayonnement moral que de sa puissance militaire, c'est de la dynamite. Or depuis quelques années, avec à l'appui de multiples exemples, presque partout on accuse les USA de ne pas se comporter conformément aux principes qu'ils affichent. Il y a d'abord eu l'invasion de l'Irak en 2003 : ils se réclament du Conseil de sécurité de l'ONU quand il va dans leur sens et le court-circuitent quand ce n'est pas le cas – une pratique qui ne favorise pas l'établissement d'un ordre international basé sur la

coopération. Il y a eu ensuite l'élection palestinienne de 2006 : pour les USA, soutenir la démocratie frise le ridicule quand ce soutien se limite aux élections qui produisent les résultats qui leurs conviennent – ce qui n'a pas été le cas avec la victoire du Hamas à Gaza. Autre exemple au Moyen-Orient : depuis des années, ils ferment les yeux sur l'armement nucléaire que possède Israël, une attitude à comparer avec leur position face au moindre soupçon d'un mouvement de l'Iran dans cette direction. Et n'oublions pas l'accord de 2008 avec l'Inde sur le commerce de matériel nucléaire, bien que ce pays refuse de s'engager sur la voie du désarmement ou de la non-prolifération.

Soyons équitables : les exemples de double langage abondent également chez les autres grandes puissances. Les ambitions stratégiques de la Chine en mer de Chine méridionale et sa réticence à adopter un code de conduite maritime dans cette zone paraissent contredire la préoccupation qu'elle affiche en faveur de frontières souveraines et de la résolution pacifique des conflits territoriaux. En réalité, le « faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais » est une attitude commune aux pays détenteurs de l'arme nucléaire qui appellent tous à la non-prolifération tout en évitant de s'engager sérieusement en faveur du désarmement.

Partout dans le monde, les responsables de la politique étrangère doivent souvent choisir entre des valeurs morales en concurrence – par exemple, la paix ou la justice. Mais les accusations de pratiquer le « deux poids, deux mesures » sont souvent infondées, car il s'agit d'autre chose. Un bon exemple en est l'idée selon laquelle la « responsabilité de protéger » est un principe intrinsèquement erroné. Cette allégation repose sur le

constat que les grandes puissances sont à l'abri d'une intervention du fait de leur puissance militaire et aussi parce que cinq d'entre elles détiennent le droit de veto au Conseil de sécurité. Mais c'est ignorer que le principe de la non-intervention militaire est toujours légitime, si ce n'est à respecter, entre autres critères, celui de diminuer – et non d'augmenter – la souffrance humaine. Or lancer une action militaire contre une grande puissance pour protéger une minorité déclencherait certainement une déflagration de grande ampleur. Les valeurs morales ont leur importance dans les relations internationales, mais il est facile de taxer d'hypocrisie les États qui s'en réclament. Un pays qui veut obtenir le soutien ou la coopération d'autres nations n'y réussira pas s'il donne l'impression de pratiquer le double langage ou, pire encore, de manquer de fermeté à l'égard de ceux qui, tels les militaires au pouvoir en Égypte, commettent des atrocités contre leur propre population.

LA RÉDACTION



AFFAIRES NATIONALES

ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ

OÙ EN EST LA CROISSANCE DE LA FRANCE ? DE JACQUES SAPIR

La presse, essentiellement celle qui soutient le gouvernement, se remplit d'optimisme et de commentaires flatteurs pour notre Président à la vue des derniers chiffres de l'INSEE qui ont été publiés le 14 août. Ainsi, au second semestre 2013 la France aurait

connu une croissance de 0,5%, Alléluia ! La croissance revient donc et semble donner raison au Président comme au gouvernement. Pourtant, les commentateurs feraient mieux d'être plus prudents et de lire plus attentivement le document de l'INSEE, qui est loin d'être aussi affirmatif qu'ils ne le disent . En réalité, le chiffre de 0,5% obtenu au second trimestre 2013 est dû à deux facteurs : une hausse de la consommation de 0,3% et un accroissement des stocks de 0,2%. Or, les stocks des entreprises avaient baissé de -0,8% en 2012. Une correction était attendue et se situe dans la normale des choses. On mesure par ailleurs qu'elle reste inférieure à la baisse précédente. Une comparaison des deux premiers trimestres de 2013 avec 2011 et 2012 montre que cet accroissement ne sera pas durable. On peut lire sur ce graphique, et c'est pourquoi on le publie, la permanence des facteurs qui font stagner le PNB de la France, et en particulier l'évolution de l'investissement et du solde commercial. On voit parfaitement que l'ensemble des facteurs susceptibles de contribuer à la croissance de l'économie française sont en panne depuis la fin de 2011. La « panne » que connaît l'économie ne date donc pas du changement de gouvernement. Mais, le nouveau gouvernement, et le nouveau président n'ont en rien modifié la tendance antérieure. Leur action, parce qu'elle s'inscrit dans une continuité profonde avec celle de l'équipe Sarkozy-Fillon et ne s'attaque pas au problème de fond que connaît notre pays, problème qui porte le nom d'Euro, et ce en dépit de divergences de détail, s'avère incapable d'inverser le sort de l'économie française. Il faut maintenant revenir sur le second point expliquant la hausse du PIB au second trimestre : la hausse de la consommation des ménages. Cette hausse est réelle, mais elle semble s'expliquer essentiellement par des facteurs conjoncturels.

Les dépenses d'énergie ont été anormalement élevées au printemps 2013, résultat du mauvais temps que nous avons subi. Il a fallu chauffer plus longtemps les maisons et les édifices publics.

Les dépenses de consommation courante (habillement et nourriture) continuent de baisser (-2,2% pour l'habillement et -1,2% pour la nourriture). Ceci est inquiétant, et montre que le niveau de vie des Français se détériore, ou à tout le moins que le pouvoir d'achat médian (et non moyen) continue de reculer.

L'indicateur de pouvoir d'achat par unité de consommation montre d'ailleurs une baisse de -0,2% sur le premier semestre de cette année.

Seules, les dépenses liées à l'automobile augmentent, mais sont loin (avec 2,2%) de compenser la baisse précédente (-5,5%). En fait, la hausse du second trimestre semble être une correction partielle de cette baisse mais n'indiquent nullement que le marché de l'automobile se reprenne. En fait, la consommation en biens durables des ménages français est en panne depuis maintenant plusieurs années. La crise de 2008 a bel et bien cassé la tendance que l'on constatait depuis 2001. La hausse actuelle de la consommation est donc appelée à ne pas durer. De plus, il faut signaler que c'est à la fin du troisième trimestre (en septembre) que se feront sentir les hausses d'impôts. C'est à cette date que les ménages prendront la mesure du tour de vis fiscal auquel ils sont soumis. Ces hausses devraient provoquer une contraction de la consommation non négligeable. Le plus inquiétant cependant n'est cependant pas là. Il réside dans la poursuite de la baisse de l'investissement (FBCF ou Formation Brute de Capital Fixe). Au second trimestre, la chute de la FBCF est de -0,5%, est celle de la FBCF des ménages (qui par convention n'investissent que dans le logement) de -1,7%. Sur une année, la chute de la FBCF des entreprises non financières est importante avec -2,1%. Seul l'investissement des administrations publiques se maintient, mais il est actuellement à un niveau relativement bas. Cela signifie que l'appareil productif français continue de se dégrader, et en particulier par rapport à l'Allemagne qui est certes notre principal partenaire mais aussi, du fait de l'Euro, notre pire concurrent. La baisse de la FBCF implique à terme de moindres gains de productivité et donc une hausse relative, par rapport aux autres pays, du coût salarial unitaire réel qui est l'un des indicateurs les plus sûrs de la compétitivité relative de l'industrie française. Ceci invalide aussi l'idée, souvent avancée dans les milieux proches de François Hollande, que la France serait dans un « cycle » dont elle aurait connu la phase basse durant cet hiver et qui devrait mécaniquement déboucher sur une phase de croissance pour la fin de cette année. Le « cycle des affaires », pour reprendre une expression qui eut son heure de gloire vers 1920, n'est que le produit d'une économie largement déréglementée. Il n'y eut nul «

cycle » dans les années 1950 et 1960. D'ailleurs, à la fin des années 1960 de grands économistes avaient collaboré à un livre s'interrogeant sur l'obsolescence même du fameux « cycle des affaires ». Ce « cycle » implique pour être établi que l'on démontre les mécanismes des oscillations régulières. Or, tous les indicateurs économiques structurels indiquent au contraire un affaiblissement de l'appareil économique français. Rien, dans le tableau dressé par l'INSEE, n'incite donc à l'optimisme. Seule une forte croissance mondiale, en supposant que la France puisse en profiter ce qui est douteux compte tenu du taux de change de l'Euro (actuellement de 1,32 USD pour 1 euro), pourrait tirer la croissance. Mais, la crise dans les pays émergents (Chine et Inde) et la faiblesse de la croissance aux Etats-Unis ne permet pas de compter sur un tel scénario. La croissance mondiale restera faible en 2013 et en 2014. La zone Euro, elle-même restera ce que l'économiste Jorg Biböw a appelé « un frein global » à la croissance mondiale. L'économie française est donc condamnée à la stagnation à court terme et, du fait de la perte de compétitivité de son appareil productif, à la dégradation à moyen terme. Ceci est la conséquence directe de l'Euro, comme on a eu à maintes reprises l'occasion de le dire et de le prouver sur ce carnet. La seule solution qui permettrait d'emprunter un chemin radicalement différent et de redonner espoir tant aux entreprises qu'aux travailleurs français (qui constatent, eux, que le chômage continue d'augmenter) serait de sortir de l'Euro pour pouvoir dévaluer, non seulement par rapport au Dollar (et à la zone Dollar) mais aussi et surtout par rapport à l'Allemagne. Mais de cela, il n'en est pas question pour l'instant. Il faudra que la crise s'aggrave, que le chômage continue de monter, pour que la question d'une dissolution de la zone Euro soit, enfin, mise à l'ordre du jour. L'opinion exprimée dans cet article ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction.

*Jacques Sapir est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est La Démondialisation (Paris, Le Seuil, 2011).

LES DERNIERS CHIFFRES DE LA CONJONCTURE

Les prix en juillet 2013 : - 0,1 %

Au mois de juillet 2013, l'indice Insee des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe est quasi stable (- 0,1 %). Hormis les services, tous les grands postes sont à la baisse. Le glissement sur un an (juillet 2013 par rapport à juillet 2012) est de + 0,8 %. L'indice des prix de l'alimentation diminue de 0,3 % (+ 2,1 % sur un an). Cette baisse provient principalement du fléchissement des prix des produits frais (- 2,6 %) après deux mois consécutifs d'augmentation. La baisse des prix des fruits et des légumes favorise cette évolution. A l'inverse, les prix des poissons diminuent. Hors produits frais, les prix de l'alimentation continuent leur progression (+ 0,3 % ; + 2,7 % sur un an). Les prix des produits manufacturés régressent (- 0,2 %). Les prix de l'habillement et chaussures et ceux des produits de santé diminuent respectivement de 0,9 % et 3,6 %. A l'inverse, les prix des « autres produits manufacturés » renchérissent (+ 0,3 %). La baisse des prix de l'énergie continue (- 0,5 %), conséquence du recul des prix des produits pétroliers (- 0,6 %). Le prix de la bouteille de gaz diminue de 4,0 %, celui du gazole de 0,7 %. Le prix du supercarburant n'évolue pas ce mois-ci. Les prix des services progressent de 0,2 %. Le poste transports et communications croît (+ 2,4 %) en raison de l'augmentation des tarifs des transports aériens (+ 6,1 %). Les prix des services de santé renchérissent (+ 0,3 %), les prix des « loyers et services rattachés » sont stables et ceux des « autres services » diminuent (- 0,4 %). Sont en baisse, notamment, les tarifs des locations de voitures (+ 4,4 %) et les voyages organisés (- 11,6 %).

Chômage et emploi en juillet

En Guadeloupe et Îles du Nord, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 67 770 fin juillet 2013. Ce nombre augmente de 1,3 % par rapport à fin juin 2013 (soit +840). Sur un an, il croît de 3,3 %. Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminuent au cours des trois derniers mois de 18,9 % par rapport aux trois mois précédents. Cette baisse concerne aussi bien les offres d'emploi durable (6 mois ou plus,

-22,2 %) que les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois, -15,6 %).

L'indicateur du climat des affaires (ICA)

L'IEDOM note une dégradation à nouveau au deuxième trimestre 2013 pour le cinquième trimestre consécutif. En baisse de près de 9 points par rapport au trimestre précédent, il s'établit bien en deçà de sa moyenne de longue période (-18,6 points) et tombe à son niveau du troisième trimestre 2009. Cette diminution s'explique surtout par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, notamment sur leur activité et les délais de règlement de la clientèle. La trésorerie est également jugée dégradée et devrait rester mal orientée le trimestre prochain. Face à cette nouvelle détérioration de la conjoncture, les intentions d'investir à un an ralentissent mais restent bien orientées.

UN MÉDICAMENT POUR LE CANCER DU SEIN

Les autorités sanitaires européennes ont donné leur feu vert à une nouvelle formulation du médicament Herceptin pour traiter le cancer du sein, a annoncé le groupe pharmaceutique suisse Roche qui le commercialise. L'Herceptin est un des médicaments phares du groupe pharmaceutique suisse Roche.

Hormonothérapie, chirurgie, radiothérapie, chimiothérapie, thérapies ciblées, etc. Il existe différents types de traitements pour combattre le cancer du sein, selon sa forme, ses caractéristiques et son avancée. L'Herceptin, médicament injecté par voie sous-cutanée pour le traitement du cancer du sein HER2-positif, une forme particulièrement agressive du cancer du sein, donne de bons résultats, mais son application peut être contraignante: il s'injecte par voie intraveineuse en 30 à 90 minutes. Dans un communiqué publié lundi, le groupe pharmaceutique suisse Roche a annoncé avoir l'autorisation pour développer une nouvelle formulation beaucoup plus efficace de son médicament phare: les injections se feraient désormais en deux à cinq minutes. L'homologation par l'Union européenne concerne le traitement au stade précoce ainsi qu'avancé pour le traitement du cancer du sein HER2-positif. La

décision de la Commission de l'Union Européenne s'est basée sur les données d'une étude, dite HannaH, qui a montré que la formulation sous-cutanée d'Herceptin présentait une efficacité comparable à celle de la formulation intraveineuse. Cette nouvelle formulation permettrait ainsi de réduire considérablement le temps passé à l'hôpital pour les patients, et donc d'augmenter leur qualité de vie. Selon la recherche médicale, la préservation d'une vie normale chez les femmes souffrant de cancer du sein peut contribuer à l'amélioration de leur bien-être et favoriser leur rémission. Un gain de bien-être pour les femmes traitées, mais aussi une manne financière pour le groupe Roche: sur les six premiers mois de l'année, les ventes de ce traitement ont totalisé 3,08 milliards de francs suisses, soit 2,5 milliards d'euros.

DOSSIER PRÉPARÉ PAR JEAN PAUL ELUTHER



AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

LA JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES ESSAIS NUCLEAIRES

Le 29 août 2013 , à l'occasion de la Journée internationale contre les essais nucléaires, le Secrétaire général, Ban Ki-moon, a appelé jeudi les pays qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier dans les meilleurs délais le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN), pour réaliser l'objectif d'un monde plus sûr. « Il y a 50 ans, à la faveur de l'adoption du Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, la communauté internationale avait franchi une première étape sur la voie de l'arrêt définitif

des explosions expérimentales d'armes nucléaires. La réalisation de cet objectif est malheureusement demeurée une tâche inachevée qui continue de figurer au programme de désarmement », a fait observer M. Ban dans le message qu'il a adressé à l'occasion de cette Journée. « Bien que 20 années se soient écoulées depuis le début des négociations, par la Conférence sur le désarmement, sur le TICEN, cet instrument n'est toujours pas entré en vigueur », a-t-il poursuivi. Jusqu'à présent, 183 états Membres ont signé le TICE et 159 l'ont ratifié. La réaction ferme et unanime aux essais nucléaires menés par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en début d'année a, selon M. Ban, montré la détermination de la communauté internationale à défendre le principe universel de l'interdiction de ces essais. « Mais certains États continuent de s'abstenir de prendre des mesures, empêchant ainsi l'entrée en vigueur de cet instrument », a regretté le Secrétaire général. « Rien ne saurait justifier un nouveau retard dans la réalisation de ce noble objectif. Il est temps d'empêcher de nouveaux essais qui auront d'autres conséquences horribles sur la santé humaine et l'environnement en adoptant une interdiction à l'échelle mondiale, laquelle constituera le moyen le plus efficace possible pour relever ce défi », a-t-il ajouté. L'Assemblée générale a choisi d'observer la Journée internationale contre les essais nucléaires le 29 août pour commémorer la fermeture, en ce jour de 1991, du plus large site d'essais nucléaire dans le monde situé à Semipalatinsk, dans le nord-est du Kazakhstan. « Les huit États restants qui doivent encore ratifier le Traité pour qu'il puisse entrer en vigueur portent une responsabilité particulière, aucun d'entre eux ne doit attendre que les autres fassent le premier pas », a affirmé M. Ban. Les cinq états qui ont signé le TICEN, mais ne l'ont pas encore ratifié sont la Chine, l'Egypte, les Etats-Unis, Israël, l'Iran. La RPDC,

l'Inde et le Pakistan ne l'ont pas encore signé. Pour le Secrétaire général, tous les États doivent maintenir ou adopter des moratoires sur les explosions nucléaires, et la société civile, les universités et d'autres acteurs continuer de jouer leur rôle essentiel de défenseurs de cette cause. « Alors que nous célébrons cette Journée, unissons nos efforts en vue de mettre fin aux essais nucléaires et de parvenir à un monde dénucléarisé », a conclu le patron de l'ONU.

LA RUSSIE SOUTIENT LES PETITS ÉTATS INSULAIRES

La Russie soutiendra les petits États insulaires en développement (PEID) en leur versant 500.000 dollars d'aide, indique un décret gouvernemental mis en ligne lundi sur le site russe des annonces officielles et légales. Cette somme sera versée à titre d'apport bénévole au fonds institué dans le cadre des préparatifs de la Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement. L'apport russe servira à financer la participation des PEID à cette conférence qui aura lieu début septembre 2014 à Apia (Samoa). "Le ministère des Finances est chargé d'assurer ce financement en 2013 avec des crédits provenant du budget fédéral", lit-on dans le décret. Le gouvernement russe a également chargé le ministère des Affaires étrangères d'en informer le secrétariat de l'ONU et de définir avec les ministères des Finances et du Développement économique les modalités de transfert de ces ressources. Les petits États insulaires en développement sont des pays côtiers situés au niveau de la mer et présentant les mêmes problèmes économiques et sociaux. La première Conférence internationale consacrée au développement de ces États s'est tenue en avril 1994. Le groupe des PEID compte actuellement 52 pays divisés en trois régions

géographiques, la première englobant les Caraïbes, la deuxième le Pacifique et la troisième l'Afrique, l'océan Indien, la Méditerranée et la mer de Chine méridionale.

SYRIE

LES MENSONGES DES USA ET DE L' OCCIDENT AU MOYEN ORIENT

Le massacre de centaines de Syriens, à Al-Ghouta près de Damas, dont la plupart étaient des enfants, a soulevé les médias occidentaux , depuis mercredi 21/08/2013 , et notamment avec la diffusion des images d'enfants et de civils martyrs, qui ont péri dans ce massacre. DEUX QUESTIONS se posent :

Ce massacre est-il réel ?

Si oui, quels sont les auteurs ?

Pour le savoir, il faut chercher la réponse auprès de ceux qui fournissent des preuves réelles : La Russie a fourni aux Nations Unies les images satellites irréfutables de deux missiles chargés de produits chimiques qui se sont abattus sur Al Ghouta faisant des centaines de morts, dont la plupart des enfants. Ces missiles ont été lancés depuis la région de Douma en Syrie, sous contrôle des rebelles . Cette information a fait l'objet de peu d'intérêts de la part de la presse occidentale . « Quel intérêt aurait eu Bachar el-Assad à lancer une attaque non conventionnelle au moment précis où il venait d'autoriser des inspecteurs de l'ONU ? Par ailleurs, le Conseil de sécurité a rendu son rapport avec la mention « fragile », et sa déclaration est très prudente . En effet le Conseil de sécurité veut découvrir la vérité sur l'utilisation des armes chimiques dans la banlieue de Damas . », une déclaration qui vient

s'ajouter à celle de la délégation Italienne qui rapporte « la délégation syrienne a présenté une vision qui mérite que l'on s'attarde dessus ! ».

Une vidéo circule en boucle sur les médias a été postée la veille du massacre !!. C'est donc une véritable fabrication de l'information avant qu'elle ne se produise ! En effet, la vidéo a été publiée par le site des rebelles, et titrée du massacre de l'attaque chimique sur AL Ghouta le 21/08/2013, le lien video sur Youtube atteste encore de sa publication réelle, en date du 20/08/2013, soit la veille ! Cet élément, et bien d'autres éléments de mises en scène, attestent que les terroristes avait planifié cette horreur pour une monstrueuse opération publicitaire à des fins inavouables. Des substances chimiques découvertes samedi 24 Août 2013 à Jobar . D'où proviennent-elles ? Lors de leur entrée à Jobar dans la banlieue de Damas, des soldats de l'armée syrienne ont été intoxiqués gravement après l'inhalation de gaz toxiques. Il existe bien des armes chimiques entre les mains des terroristes comme l'écrit le correspondant de l'agence de presse syrienne Sana. Il a indiqué que des unités de l'armée ont saisi dans l'un des repaires des terroristes de cette région un grand nombre de masques de protection et des médicaments utilisés au cas de l'inhalation de matières chimiques. Ainsi qu'un dépôt précurseur destiné à fabriquer des armes chimiques : jerricans en plastique, plusieurs sacs contenant de la poudre blanche, bouteilles pour gaz naturel, grenades démontées. La présence de ces substances chez les groupes terroristes est une preuve flagrante de l'utilisation de gaz de combat contre le peuple syrien. Autre preuve importante, elle est donnée par le journal israélien Jerusalem Post qui citant un représentant du parlement britannique rapporte cette information ! : " Israël « trafique » du gaz sarin en Syrie et à destination des rebelles qui

combattent le régime Assad, affirme George Galloway": <http://www.youtube.com/watch?v=VrtM2w6BrXw>. Ainsi, si le gaz sarin est utilisé en Syrie, il ne peut l'être que par des terroristes liés à Al Qaida et ces groupes sont fournis et alimentés par Israël", dit Galloway. " il est ridicule d'accuser le régime Assad d'avoir utilisé ce gaz alors même que c'est à son invitation que les enquêteurs onusiens se trouvent en Syrie". Qu'est-ce qui a poussé les rebelles à commettre ce massacre ? On peut se poser la question sur les raisons qui ont poussé les « rebelles » à commettre ce massacre ? Sans doute pour exploiter la présence de la Commission d'enquête. Mais pas seulement. La vraie raison est que la grande offensive de l'armée syrienne appelée « Bouclier de la capitale » encercle totalement les terroristes dans la banlieue de Damas avec 30000 soldats. Les opérations des forces terrestres se sont concentrées à Jobar et à Zamalka et l'armée tente de couper les liens entre les terroristes d'al Ghouta avec les localités environnantes. C'est cette offensive vitale qui a poussé les terroristes à tout faire pour accuser Assad d'usage de l'arme chimique, afin d'avoir une aide ou un répit. En conséquence, l'argument chimique est totalement infondé dans la mesure où l'armée syrienne cumule les succès : " il n'y a aucune raison pour que l'armée syrienne commette un tel acte , se ternisse l'image . ce raid chimique est l'œuvre de ceux qui voient leur échec proche à savoir les mercenaires étrangers.

Les retombées de cette provocation macabre : Tout ceci a pour but une intervention étrangère pour venir en aide aux terroristes qui sont défaits sur de nombreux fronts. Les Etats-Unis mettent de l'huile sur le feu en annonçant le déploiement de moyens militaires permettant de fournir des "options" à Obama, s'il ordonnait une intervention, en Syrie. En effet, quatre destroyers américains munis de

missiles de croisières lèvent l'ancre vers la Syrie, a annoncé, hier samedi soir, le chef d'états-majors interarmées américains, le général Martin Dempsey, lors d'une réunion. Ceci permettra l'emploi , en représailles, de missiles de croisières dévastateurs sur la Syrie.

La Syrie est depuis le début l'objet d'une conjuration internationale pour trois raisons principales :

- Premièrement : la SYRIE est un verrou que l'Occident veut détruire , pour ensuite s'occuper de l'Iran, de l'Irak après le départ des américains, du Liban, de la Palestine, etc. pour pouvoir encercler la Russie et la Chine par des bases militaires.

- Deuxièmement, il y a un objectif constant pour l'Occident au Moyen Orient : l'existence, la sécurité et l'expansion de l'Etat d'Israël..L'Empire US veut découper la Syrie pour ses alliés : la Turquie réclame le nord de la Syrie et l'Israël le sud dans le cadre du grand Israël.

Troisièmement, il y a l'exploitation des richesses nationales dans le monde arabe, et la Syrie est également très riche en gaz. Elle est aussi un point de passage obligé pour que le Qatar exporte son gaz par pipeline, sans avoir à passer par l'Arabie Saoudite.

Ce sont quelques-unes des raisons fondamentales qui expliquent l'agression de la Syrie qui a réussi à tenir tête à une conjuration internationale de presque trente pays du monde, et à un terrorisme international que l'Occident dit combattre, mais qu'en réalité il arme, en lui offrant une couverture et une légitimité honteuse et barbare. Ainsi, la stratégie des nouvelles guerres coloniales est de payer des mercenaires qui sont prêts à tout pour piller et mettre à feu

et à sang les pays que veut spolier l'Empire.

Sommes nous à deux doigts d'une troisième guerre mondiale ? Les plans d'agression de la Syrie sont prêts depuis longtemps. Puisque après la Libye était programmée la Syrie, puis l'Iran pour que l'empire puisse recomposer cette région selon les désirs d'Israël. Pour le moment, les va-t-en-guerre temporisent. Le président américain Barack Obama a affirmé mercredi ne pas avoir pris de décision sur une éventuelle action militaire occidentale en Syrie. François Hollande insiste sur la nécessité d'une "solution politique", avant de recourir à la "force". Et le Premier ministre britannique, David Cameron, auparavant favorable à une action rapide, veut désormais attendre les conclusions de l'enquête de l'ONU sur l'attaque chimique que le régime aurait commis le 21 août. Qu'est-ce qui retient ces fous de guerres ? . Il y a comme un lézard. En effet, les renseignements américains, pressés par le Congrès et la Maison Blanche viennent de faire des révélations étonnantes. En matière diplomatique, cette déclaration, "nous sommes dans l'incapacité de dire qui est à l'origine de l'attaque chimique". Si cela est confirmé, alors faut-il embraser le Moyen-Orient et la planète sur des doutes sans preuve ? La réponse est NON. La question principale devient la suivante : Est-il possible sans perte de crédibilité à la face du monde de reculer pour les bailleurs de fond des terroristes ? Alors l'agression directe des occidentaux conduite par l'Empire aura lieu. Les choses ne se limiteront pas à de petites frappes. Quand les militaires attaquent un pays c'est pour faire le maximum de destructions humaines et matériels. Aux premiers tirs de missiles de croisières US, les bateaux russes les détecteront et préviendrons la Syrie qui alertera à son tour l'Iran et le Hezbollah. Deux possibilités : l'Iran et le Hezbollah ne bougent pas. L'Iran monnaie ainsi sa

reconnaissance sur la scène internationale et obtient la levée des sanctions économiques, voire l'autorisation de poursuivre son programme de développement civil de l'atome conformément aux traités internationaux. Le Hezbollah sera , avec la bénédiction des US, admis au sein d'un nouveau gouvernement libanais. Au contraire, c'est une pluie de missiles tiré par l'Iran et le Hezbollah en représailles sur Israël, l'Arabie Saoudite, le Qatar,. Qui pourra alors arrêter cet embrasement , sinon un accord États-Unis- Russie pour éviter le pire.

Obama sait très bien que ce sont les « rebelles » qui sont les auteurs de ce massacre, et ce n'est pas le premier perpétré par les terroristes. Les États-Unis n'ont-ils pas aidé l'usage de gaz toxiques (fournis par l'Allemagne) par Saddam Hussein contre l'Iran !, n'ont-ils pas déversé des milliers de tonnes de produits chimiques au Viet-Nam ! . Le gouvernement États-uniens a prouvé son cynisme. Obama est dans la continuité, commandité par le lobby sioniste. Par ailleurs, le Canada et la Grande Bretagne refusent de participer à cette « punition » qui leur semble montée de toute pièce. Ce n'est pas faute de d'avertissements : les néoconservateurs portent un regard sceptique sur les arguments avancés par Obama pour justifier son attaque contre la Syrie . Il est aussi vrai que l'opinion n'est pas convaincue tout comme certains médias très conservateur comme Foxnews qui ne semble pas épouser la thèse officielle d'une nécessaire attaque contre la Syrie. Même une figure ultra belliciste telle que Rumsfeld s'interroge sur l'opportunité de déclencher une guerre qui " ne sert pas forcément les intérêts des Etats Unis". Obama frappera, car il c'est piégé lui même et il ouvrira la boîte de pandore qui fera qu'au Moyen Orient et peut-être ailleurs plus rien ne ressemblera à auparavant. Le retour de bâton risque d'être cuisant pour l'humanité et en particulier pou l'Empire dans

sa fuite en avant. Obama doit donc choisir entre le ridicule (ne pas y aller ou des frappes symboliques très limitées) ou être le terroriste pyromane de la planète. Cette situation est très inquiétante, car il choisira sans doute la seconde solution. Obama frappera, car il c'est piégé lui-même et il ouvrira la boîte de pandore qui fera qu'au Moyen Orient et peut-être ailleurs plus rien ne ressemblera à auparavant. Le retour de bâton risque d'être cuisant pour l'humanité et en particulier pour l'Empire dans sa fuite en avant. Ainsi pour la première fois de l'histoire : les Etats-Unis sont du même côté qu'al-Qaïda.

Source : la voix de la Syrie

LES RÉACTIONS DANS LE MONDE

Les pays de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA) a condamné aujourd'hui tous les actes de guerre au Moyen-Orient, en particulier ceux annoncés par le président Barack Obama contre la Syrie. Dans un communiqué publié L'ALBA estime qu'Obama a jugé et condamné le gouvernement syrien, sans attendre les résultats des enquêtes menées par les Nations Unies (ONU). Par ailleurs, il agit sans le prononcé de la communauté internationale et du Conseil de sécurité de l'ONU et il transforme le Congrès des USA en tribunal mondial s'arrogant le droit de condamner des pays et déclarer la guerre à la Syrie. L'ALBA dénonce l'hypocrisie de l'intervention militaire sous prétexte d'une attaque apparente sur la population syrienne, cette invasion ne cause plus de morts, blessés, déplacés et plus de destruction.

Cuba dénonce les plans du gouvernement des États-Unis de lancer une agression contre la Syrie, sans laisser aucune marge aux efforts qui sont déployés pour trouver une issue au conflit qui sévit dans ce pays et avec un mépris total envers l'opinion de nombreux pays de l'ONU. Une déclaration du ministère cubain des affaires étrangères souligne que cette position belliciste de Washington, qui viole le droit international et la Charte de l'ONU, provoquera plus de morts et de destruction en Syrie et entraînera inévitablement une intensification du conflit. La déclaration appelle le Conseil de Sécurité de l'ONU à remplir sa mission consistant à empêcher toute atteinte à la paix et à stopper une intervention qui sapera la sécurité internationale. Le document demande également que l'Assemblée Générale assume la responsabilité de stopper l'agression au cas où le Conseil de Sécurité ne pourrait prendre aucune décision. La déclaration du ministère cubain des affaires étrangères demande également que le secrétaire général de l'ONU s'engage directement pour empêcher l'agression que le président étasunien, Barack Obama, présente comme inévitable. Le ministère cubain des affaires étrangères exhorte le peuple et le Congrès des États-Unis à rejeter une éventuelle attaque contre la Syrie et demande également à toutes les personnes éprises de paix de se joindre à ce rejet. Cuba appelle enfin à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie et à résoudre le conflit par la voie politique et diplomatique pour éviter une plus grande effusion de sang.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé dimanche avoir envoyé une lettre à son homologue américain Barack Obama l'appelant à ne pas effectuer d'intervention militaire en Syrie. "Je viens d'envoyer une lettre de paix au président Obama au nom de notre pays et

des représentants indépendants. J'y souligne que nous aimons l'humanité. Paix, Paix!", a indiqué M.Maduro sur son compte Twitter. Le chef de l'Etat vénézuélien avait promis d'adresser une lettre à M.Obama la semaine prochaine. Selon lui, les Syriens doivent régler eux-mêmes les problèmes intérieurs de leur pays et une attaque contre la Syrie risque de provoquer une catastrophe au Proche-Orient. M.Maduro considère l'éventuelle intervention militaire en Syrie, envisagée par les Etats-Unis et leurs alliés, comme une opération inutile, injuste et criminelle.

Moscou et Pékin, inquiets, mettent en garde. La Russie et la Chine se disent inquiètes des conséquences de frappes militaires contre la Syrie, notamment en ce qui concerne l'avenir du processus politique pour résoudre le conflit. Pour le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, les informations sur l'utilisation d'armes chimiques près de la capitale Damas et impliquant le régime syrien "ne convainquent absolument pas" la Russie. "On nous a montré quelques images où il n'y a rien de concret : ni cartes géographiques ni noms, il y a là de nombreuses incohérences, beaucoup de doutes", a-t-il dit. La Chine a quant à elle appelé à ne pas "se précipiter à préjuger" des résultats de l'enquête menée par des experts en armes chimiques de l'Onu en Syrie, qui ont pour mission d'"effectuer une enquête objective et impartiale". L'administration américaine a rendu public, la semaine dernière, un rapport des services de renseignement énumérant un faisceau d'éléments prouvant, selon Washington, l'implication de responsables syriens dans l'attaque à l'arme chimique perpétrée le 21 août dans la banlieue de Damas et qui a fait des centaines de morts. L'Onu a de son côté indiqué que les experts chargés d'enquêter sur cette attaque ne tireraient "aucune conclusion" avant le résultat d'analyses de laboratoire qui

pourraient prendre jusqu'à trois semaines.

En Guadeloupe, LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE, dénonce les menaces et la volonté des Occidentaux de s'attaquer militairement à la SYRIE sur la base de mensonges maquillés en impératif moral .LA CONVENTION constate que ce comportement des Occidentaux est la conséquence d'une réglementation internationale faite par les états puissants au profit exclusif de leurs intérêts.Tout doit être entrepris pour que les Occidentaux ne recommencent leur coup de l'Irak où les américains et les royautés arabes ont envahi ce pays au motif qu'il stockait des armes de destruction massive qui n'ont jamais existé .

DOSSIER PRÉPARÉ PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

Les places boursières asiatiques progressent ce lundi matin, après la publication d'indicateurs chinois signalant une reprise de l'activité manufacturière en août. A Tokyo, l'indice [Nikkei 225] gagne 1,4% peu avant la fin de la séance, tandis que Hong Kong rebondit de 1,8% en séance. L'indice composite de Shanghai se montre plus prudent (+0,1%), tandis que Taiwan prend 0,3%, Séoul grappille 0,05%, Sydney gagne 0,9% et Singapour progresse de 0,6%. Enfin, en Inde, la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) regagne 0,7% malgré l'annonce, vendredi, d'une hausse du PIB de 'seulement' 4,4% au 2ème trimestre, son plus faible accroissement depuis près de 4 ans... La Roupie indienne, qui avait plongé à un nouveau plus bas historique la semaine dernière, se reprend un peu

ce matin à 67 Rie/\$, affichant un rebond de près de 2%. Alors que Wall Street restera fermé ce lundi pour le Labor Day, les investisseurs asiatiques saluent la publication des indices PMI manufacturiers chinois, le premier officiel et le second calculé par la banque HSBC. Ces deux statistiques montrent un rebond plus important que prévu de l'activité au mois d'août, en remontant au-dessus de la barre des 50, séparant la contraction de l'expansion de l'activité. L'indice officiel du bureau des statistiques a même atteint 51, son plus haut niveau depuis 16 mois.

ÉTATS UNIS

Wall street est fermée lundi jour du labor day aux USA

EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé en nette hausse lundi, l'amélioration de la conjoncture en Chine et en Europe ayant déclenché un regain d'appétit pour les actifs à risque en cette première séance du mois de septembre. La perspective du rachat par l'opérateur mobile américain Verizon de la participation de 45% de son homologue britannique Vodafone dans leur coentreprise Verizon Wireless - une opération qui a été confirmée après la clôture - avait également dopé les marchés. Enfin, le sentiment de marché s'est également amélioré avec l'éloignement de la perspective d'une intervention militaire américaine et française en Syrie. En l'absence de direction des marchés américains, fermés pour le Labor Day, l'indice CAC 40 a terminé en progression de 1,84% à 4.006,01 points. Le Footsie britannique a pris 1,45% et le Dax allemand 1,74%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 s'est adjugé 1,94%, porté surtout par les ressources de base, les télécommunications et les financières.

CHANGE

L'euro repartait en légère baisse face au dollar lundi, dans un marché sans grande direction et optant pour la prudence alors que les cambistes américains vont rester absents en raison d'un jour férié aux États-Unis et que les craintes d'une intervention occidentale en Syrie reculaient. Vers 16H00 GMT (12H00 en

Guadeloupe), l'euro valait 1,3193 dollar, contre 1,3218 dollar vendredi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne progressait face à la devise japonaise, à 131,07 yens contre 129,82 yens vendredi. Le dollar aussi montait face à la devise nippone, à 99,34 yens - grimpant même vers 08H50 GMT à 99,43 yens, son plus haut niveau en un mois - contre 98,17 yens vendredi. Pour de nombreux observateurs, les récents indicateurs encourageants sur la vigueur de la reprise de l'économie aux États-Unis pourraient conduire la Réserve fédérale américaine (Fed) à réduire dès septembre ses injections massives de liquidités dans le système financier américain (actuellement à hauteur de 85 milliards de dollars par mois). Vers 16H00 GMT, la livre britannique progressait face à l'euro, à 84,85 pence pour un euro - grimpant même vers 08H30 GMT à son niveau le plus élevé depuis deux mois et demi (84,72 pence) - comme face au dollar, à 1,5549 dollar pour une livre. La devise helvétique baissait face à l'euro, à 1,2318 franc suisse pour un euro, comme face au dollar, à 0,9336 franc suisse pour un dollar. L'once d'or a terminé à 1.392,25 dollars au fixing du soir contre 1.394,75 dollars vendredi. La devise chinoise a fini à 6,1200 yuans pour un dollar contre 6,1203 yuans vendredi.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours du pétrole se stabilisaient à Londres lundi en fin d'échanges européens et baissaient un peu à New York, dans un marché sans grand volume alors que les investisseurs américains vont rester absents en raison d'un jour férié, et que s'éloignaient les craintes d'une intervention rapide en Syrie. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 114,03 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 2 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 98 cents, à 106,67 dollars.

DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION



MANAGEMENT, PATRIMOINE , DROIT

RETRAIT DE POINTS , SUSPENSION DE PERMIS, CONTENTIEUX SOCIAL : PLUS DE RECOURS POSSIBLE

La possibilité de faire appel devant la justice administrative en matière de contentieux du permis de conduire a été supprimée par un décret du 13 août. Une mesure, décidée par le ministère de la Justice, qui provoque l'ire des automobilistes mais aussi des magistrats. Désormais, les recours après décision du tribunal ne seront plus permis. C'est une nouvelle passée inaperçue cet été et qui risque pourtant de faire grincer bien des dents. Car désormais, il ne sera plus possible de faire appel en cas de contentieux du permis de conduire. En d'autres termes, un conducteur qui s'est vu retirer des points ou son permis ne pourra plus faire appel de la décision du tribunal administratif. C'est un décret, publié dans l'indifférence estivale dans le Journal Officiel du 15 août dernier (pdf), qui a entériné la décision du ministère de la Justice. "Concrètement, quand votre permis est suspendu ou quand vous perdez des points et que vous voulez contester la décision, vous saisissez le tribunal administratif", explique Matthieu Lesage, avocat et vice-président de l'Automobile Club des Avocats (ACDA). "Si la décision rendue ne vous convient pas, vous ne pourrez plus faire appel". Sauf à se lancer à grand renfort d'avocats dans une bataille avec le Conseil d'Etat... qui ne se prononce que sur le droit strict. Cette disposition a été prise "pour décharger les tribunaux" qui croulent sous la charge des contentieux sociaux, selon sa présidente, Anne Baux. Une magistrate elle aussi en colère, qui estime que

"tout contentieux doit pouvoir aller en appel".

Les spécialistes du droit routier ne seront pas les seuls à s'élever contre le décret n° 2013-730 du 13 août 2013. Au-delà du contentieux sur les litiges liés au permis de conduire, le texte supprime aussi la voie d'appel «pour l'ensemble des contentieux sociaux».

PRÉSENTATION DU NOUVEL ACCORD DE MAINTIEN DE L'EMPLOI

Depuis le 1er juillet 2013, les entreprises subissant de graves difficultés conjoncturelles peuvent conclure des accords de maintien de l'emploi. Le principe de ces accords est de prévoir une diminution temporaire de la rémunération et/ou de la durée du travail pour permettre de sauvegarder l'emploi. La contrepartie à cette diminution est donc un engagement de l'employeur de ne pas procéder à des ruptures de contrat de travail pour motif économique durant une durée au moins égale à celle de l'accord. Tous les salariés de l'entreprise ou une partie d'entre eux sont concernés. Dans cette hypothèse, la garantie de maintien de l'emploi ne bénéficiera qu'à cette seule partie des salariés.

Conditions : l'entreprise doit connaître de graves difficultés conjoncturelles. Cette notion n'est pas définie dans la loi et il semble résulter des travaux préparatoires que cette notion est plus étroite que celle des difficultés économiques utilisée dans le cadre des licenciements pour motif économique, en ce qu'elle exclut les mutations technologiques. Ces difficultés devront faire l'objet d'un diagnostic préalable établi par l'employeur et soumis aux syndicats ou à défaut aux représentants du personnel.

Conclusion de l'accord : en l'absence de délégués syndicaux, avec les représentants élus du personnel dans

l'entreprise, mandatés à cet effet par un ou plusieurs syndicats représentatifs de la branche, ou à défaut représentatifs au niveau national ou interprofessionnel. En l'absence de représentants élus du personnel, avec un ou plusieurs salariés mandatés comme il est dit ci-dessus. Dans cette hypothèse, l'accord trouvé devra en outre être approuvé par la majorité des salariés.

Acceptation ou refus des salariés : Chaque salarié doit pouvoir refuser l'application de l'accord à son contrat. Les modalités de l'accord et du refus des salariés sont prévues dans l'accord. L'employeur pourra en cas de refus procéder au licenciement pour motif économique des salariés ayant refusé. La procédure à appliquer est alors celle du licenciement individuel pour motif économique et ce, quel que soit le nombre de salariés ayant refusé l'application de l'accord. Des mesures d'accompagnement de ces salariés doivent être prévues dans l'accord.

Garanties pour les salariés : L'accord doit respecter notamment les dispositions relatives au SMIC, aux salaires minimaux conventionnels, à la durée légale du travail et aux durées maximales du travail hebdomadaire et journalière. Il est en outre impossible de diminuer la rémunération des salariés dont le taux horaire est inférieur ou égal à 1,2 SMICH ou de ramener la rémunération des autres salariés en dessous de ce seuil. L'accord doit enfin prévoir le montant des dommages et intérêts qui seront versés aux salariés en cas de non-respect de l'accord. Un des signataires de l'accord peut demander en référé au Président du Tribunal de grande instance sa suspension lorsque les engagements souscrits ne sont pas appliqués de manière loyale ou en cas d'amélioration ou de dégradation significative de la situation économique de l'entreprise.

DOSSIER PREPARÉ PAR MYRIAM ROMUALD



TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut** ; **1440,86 brut**.

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

POPULATION

POPULATION 2011: 401 784 habitants

OFFRE

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand (2 690)

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

DEMANDE

CONSOMMATION 2011: 8 488 (5 126 ménage et 3 362 administration)

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

PRIX

MARS 2013 : 0,8% sur un mois ; 1,9 % sur un an

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI (A B C) EN AVRIL 2013 : 68 160 (+1,4% sur un an).

OFFRES D'EMPLOI EN AVRIL 2013 : 450 (- 4,1% sur un an)

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand)

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires (état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

ENTREPRISES CRÉÉS

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

DOSSIER PRÉPARÉ PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

